



Montreuil, le 18 juillet 2022



ÉQUIPEMENT INFO LUTTES LES CHEMINOTS DE L'ÉQUIPEMENT HAUSSENT LE TON !

16-05

PAYS DE LA LOIRE

Les cheminots ne veulent pas de cette organisation du travail

À l'initiative de la CGT, des cheminots de l'Équipement se sont rassemblés le 16 mai à Nantes pour faire bloc contre le projet « Maintenir Demain » que souhaite leur imposer l'entreprise. Une trentaine d'agents SE venus de toute la région se sont réunis devant les locaux SE de Nantes, malgré un mail d'intimidation de la direction. Ils ont donc interpellé les « collaborateurs » de la direction qui passent présenter ce projet dans chaque secteur pour prêcher le bien fondé. Les cheminots n'en veulent pas dans l'état ! Sa mise en place sera néfaste pour les déroulements de carrière et dégradera l'ambiance au sein des équipes. Les parcours seront rallongés, avec les risques routiers que cela engage.

Les revendications suivantes ont été portées :

- Des DPX à la qualification F ;
- Un découpage d'astreinte réduit ;
- Un doublement des compensations d'astreinte ;
- La qualification C, au premier mois de la prise d'astreinte, pour une reconnaissance technique de tous les agents qui la montent ;
- Six embauches de SE en plus des 17 embauches prévues et sans réduction des CO.

À l'issue de ce rassemblement, 2 cheminots ont rejoint la CGT.

Des suites à ce mouvement sont d'ores et déjà étudiées afin de l'élargir à tous les cheminots de la région.



08-06

BRETAGNE

Les cheminots demandent plus de sécurité



Mercredi 8 juin 2022, avait lieu, à Rennes, la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT). Son président n'est autre que le directeur de l'Infrapôle Bretagne. Ce fut l'occasion pour une cinquantaine d'agents de l'Infrapôle Bretagne de venir interroger la direction sur les trop nombreux incidents de sécurité qui ont eu lieu sur notre territoire ces derniers mois et surtout ces dernières semaines.

Cette réunion était donc le moment pour les agents de rappeler l'importance de leurs métiers dans l'organisation quotidienne des chantiers. Face aux interventions des cheminots, la direction devait proposer une réunion avec des cheminots présents.

Des suites à ce mouvements sont d'ores et déjà étudiées afin de l'élargir à tous les cheminots de la région.

14-06

REIMS

Les cheminots demandent des emplois, du salaire, l'augmentation de la prime de travail

Pour les cheminots de la région de Reims, la lutte du 14 juin n'était qu'une première mise en bouche. Les cheminots sont excédés. Les maux ne manquent pas (pression, qualité de vie, organisation du travail, manque de personnel, salaire trop bas et non socialisé, inquiétudes de la concurrence, « maintenir demain », etc.)

Les AG ont réuni plus de 110 cheminots sur le secteur, notamment à Charleville, Reims, Châlons en Champagne, Troyes) à l'appel de la seule CGT. La direction a refusé de communiquer les taux de grévistes, et pour cause. Après recensement, ce sont entre 30 et 40% des cheminots de l'Équipement qui se sont mis en grève, dont beaucoup de cadres.

Suite à ce mouvement, une nouvelle rencontre avec la direction est prévue par la mise en place de la prime de travail (+20%).

La direction s'est également engagée à respecter les CO et à réaliser des embauches sur tous les postes vacants et manquants.

2 adhésions ont été réalisées et 3 sont en attente lors de cette seule journée d'action à l'Équipement.

Des suites à ce mouvements sont d'ores et déjà étudiées afin de l'élargir à tous les cheminots de la région.



20-06 PARIS RIVE GAUCHE

Les cheminots d'IPSO se sont rassemblés le 20 juin à Juvisy pour interpeller le DET, à l'appel de la CGT, sur les problématiques de « Maintenir Demain », de l'emploi et des salaires.

Sur « Maintenir Demain », les cheminots ont exprimé leur refus de ce projet mortifère pour l'emploi avec des suppressions de postes, des déqualifications de postes notamment du REQ, davantage de polyvalence et d'externalisation.

Le compte n'y est pas sur la transformation de la ligne managériale, sur les futurs postes des DPX, TO et TA, sur les limites des UTM, équipes, brigades, parcours, parcours d'astreinte, sur les changements de LPA, sur l'impact sur les autres UP de l'établissement.

Les besoins en effectif, avec des CO non-comblés depuis de trop nombreuses années, ont également été abordés. D'ailleurs, 100 postes sont vacants au CO. La CGT a porté les besoins en recrutement dans tous les collectifs avec l'exigence de réaliser les 135 autorisations d'embauche prévues en 2022 et un volet supplémentaire de 50 emplois afin de réaliser la charge de travail. La formation des agents et la transmission des compétences sont indispensables.

La question des salaires a été portée avec force par les cheminots.

Des suites à ce mouvements sont d'ores et déjà étudiées afin de l'élargir à tous les cheminots de la région.



20-06 BORDEAUX



En amont de la manifestation d'intérêt général du 20 juin 2022 à Bordeaux, les cheminots de l'Équipement de l'Aquitaine et du Poitou-Charentes se sont rassemblés devant le siège de l'infrapôle Aquitaine afin de se faire entendre par la direction.

La CGT a porté une fois de plus les principales revendications des cheminots, à savoir :

- L'augmentation générale de nos salaires et de la prime de travail et équivalent pour les contractuels ;
- Des emplois en conséquence dans nos brigades et équipes ;

- L'arrêt de la dégradation de nos conditions de travail ;
- L'arrêt de « Maintenir demain » ;
- Des conditions sociales d'un haut niveau

De plus, un mail reçu par les agents dans les équipes de l'établissement de l'infrapôle Aquitaine visant à réécrire le GRH0131 par le biais d'une note datant de 2012, à savoir de limiter à une seule prime de conduite par véhicule et par jour, a entraîné la colère des cheminots. Ils se sont organisés en déposant massivement les clés des véhicules de service.

Face à la grogne massive et à l'intervention de la CGT, la direction a donc envoyé aux équipes un message de désaveu. Elle ne remettra pas en cause le nombre de prime de conduite !

À l'issue de ce rassemblement, plusieurs jeunes cheminots ont pris contact avec la CGT.

Des suites à ce mouvements sont d'ores et déjà étudiées afin de l'élargir à tous les cheminots de la région.



28-06 LYON

Ce sont plus de 180 cheminots de l'Équipement qui se sont rassemblés face au siège de l'Infrapôle Rhodanien pour exprimer leur colère.



Depuis trop longtemps, les revendications en termes de salaires et d'emploi ne sont pas entendues par une direction déconnectée de la réalité. Combien de chantiers reportés, sous-traités ou en suspens, faute de cheminots ?! Sous le dogme financier, c'est une véritable purge des effectifs que la direction impose, nous dépossédant un peu plus chaque jour de notre savoir-faire, de notre travail ! Et comme si cela ne suffisait pas, le pouvoir d'achat est particulièrement mis à mal. Cette question est de plus en plus prégnante au regard de l'inflation galopante. L'éloignement domicile-travail imposé par les différentes restructurations, fait d'autant plus mal au porte-monnaie quand il s'agit de faire le plein de carburant. La CGT porte depuis de nombreux mois l'exigence d'augmenter les salaires et les pensions de retraite.

Face au mutisme de cette direction, il conviendra d'élargir plus largement l'action à l'ensemble des cheminots de la région.

30-06

MONTPELLIER

Ce sont plus de 150 cheminots de l'Équipement, venus de toute la région, qui se sont rassemblés devant la Direction SNCF. Une première étape réussie pour aller chercher de véritables avancées à la hauteur des revendications des cheminots.

Les cheminots et la CGT ne peuvent pas accepter de nouvelles suppressions d'emplois et de postes qui engendreront de réelles incapacités à maintenir le Réseau dans un court délai.

La CGT a également alerté la direction sur la détérioration des conditions de travail des cheminots, à savoir des surcharges de travail, le développement important des RPS suite aux nombreuses annonces de réorganisations, de trop nombreux accidents de travail, des astreintes réduites, des volumes d'heures effectuées des agents soumis au forfait-jour au-delà des textes réglementaires....

Le rapport de force des cheminots aura permis de faire bouger des lignes sur l'emploi avec huit mutations et cinq recrutements supplémentaires, sur l'arrêt de la suppression de la brigade de St Chély d'Apcher, le report du projet de flicage par géolocalisation des véhicules et la proposition d'une enveloppe pour la majoration de la prime de travail.

Les cheminots, mobilisés et déterminés, ont appelé à amplifier le rapport de force et à poursuivre la mobilisation.



**Les luttes se multiplient,
d'autres sont d'ores et déjà annoncées en région à la rentrée.**

**RESTONS MOBILISÉS!
AMPLIFIONS LES LUTTES!**